

G. — LES QUESTIONS SOCIALES.

ALIMENTATION DES VILLES EN EAU.

Le problème de l'approvisionnement en eau des villes, problème capital pour l'hygiène et la santé de la population, a toujours fait l'objet des préoccupations des administrations intéressées.

Dans ce domaine, comme dans presque tous les autres, tout, ou à peu près, était à faire en 1912. Un bon nombre de villes étaient alimentées à l'époque par des puits et par des porteurs d'eau. Là où il existait un réseau de distribution, celui-ci était rudimentaire, insuffisant : aucun contrôle n'était exercé sur la quantité d'eau consommée.

Les réalisations effectuées de 1912 à 1939 ont été dans l'ensemble à l'échelle des besoins. Malgré les à-coups inévitables dus au développement considérable et extrêmement rapide des agglomérations urbaines, le problème de l'alimentation en eau des villes pouvait en 1939 être considéré comme résolu pour la plupart d'entre elles. Les besoins immédiats, à tout le moins, étaient satisfaits.

Mais l'énorme accroissement de population enregistré après 1940 a dépassé les prévisions qui avaient pu légitimement être établies, et certaines municipalités rencontrent, depuis, des difficultés, chaque année plus grandes, pour assurer l'approvisionnement de leurs habitants en eau potable.

Il ressort du graphique ci-dessus que, pour l'ensemble des villes marocaines, la longueur des réseaux de distributions et d'amenée est de 1.200 kilomètres. Dans ce chiffre, ne figure pas la conduite d'amenée des eaux du Fouarate, réalisée par la R.E.I.P.

La capacité globale des réservoirs construits dans les différentes municipalités est de 70.000 mètres cubes.

Les sommes investies se montent, non compris les frais exposés par l'adduction d'eau du Fouarat, à 120 millions.

Quant au volume journalier distribué dans les villes, il est de 110.000 mètres cubes.

Malgré l'importance des travaux effectués, les besoins en eau des municipalités (148.000 mètres cubes par jour) dépassent toutefois de près de 50 % les disponibilités existantes.

Sont déficitaires notamment les agglomérations de Rabat, Port-Lyautey, Fès, Safi, Settat, Oujda, Agadir et surtout Casablanca. Dans cette dernière ville s'est encore aggravée en 1945 par suite de la baisse des apports en provenance du Fouarat, baisse consécutive à la sécheresse anormale de l'année, à la mauvaise qualité du courant électrique et à l'usure du matériel de pompage.

Tant que les circonstances ne permettront pas d'entreprendre de nouveaux travaux, de renouveler le matériel en usage, il ne peut être permis d'escompter de remédier définitivement à la pénurie d'eau dont souffre la ville de Casablanca.

Il convient de signaler que les travaux sont actuellement en cours pour amener à Casablanca les eaux du barrage de l'oued Mellah (15.000 mètres cubes par jour environ). Cet apport sera d'un grand secours non seulement pour Casablanca, mais pour toutes les villes tributaires du Fouarate. On espère utiliser une première partie de ces captages au cours de l'été 1946.

D'autre part la R.E.I.P. a pu améliorer ses stations de pompage grâce au matériel reçu.

On peut donc raisonnablement estimer que, pendant l'été 1946, l'alimentation en eau des villes de la côte sera plus facile qu'en 1945.

L'administration ne peut que s'employer dans ces conditions à apporter une atténuation de la situation. Des restrictions sévères ont été imposées dans ce but aux autres villes tributaires du Fouarate et une surveillance constante est exercée afin de faire respecter par les municipalités intéressées les débits qui leur ont été alloués.

MOUVEMENT DE LA CONSTRUCTION DANS LES MUNICIPALITÉS.

Le graphique ci-joint indique que la valeur des constructions réalisées dans les municipalités durant les années 1939 et 1944 s'est élevé approximativement à :

	CONSTRUCTIONS indigènes	CONSTRUCTIONS européennes	TOTAL
1939.....	51.000.000	62.000.000	113.000.000
1940.....	42.000.000	114.000.000	156.000.000
1941.....	80.000.000	300.000.000	380.000.000
1942.....	112.000.000	303.000.000	415.000.000
1943.....	50.000.000	43.000.000	93.000.000
1944.....	23.000.000	67.000.000	90.000.000
TOTAUX....	358.000.000	889.000.000	1.247.000.000

On distingue nettement dans cette évolution deux périodes :

a) De 1939 à 1942, le mouvement de construction suit une courbe ascendante ;

b) En 1943 et en 1944, on enregistre au contraire une chute verticale.

Les besoins militaires dus à la reprise des hostilités et la mobilisation, expliquent ce ralentissement.

Pour l'interprétation des données ci-dessus, il faut tenir compte, d'autre part, du fait que les prix de revient du mètre carré couvert, qui s'établissaient en 1939 à 650 francs est passé en 1940 à 800 francs ou 1.000 francs, en 1941 à 1.200 francs ou 1.500 francs, en 1942 à 1.800 francs, en 1943 à 3.000 francs, en 1944 à 3.000 francs, et en 1945 à 4.000 francs.

Ramenée aux prix de 1939, la valeur des constructions réalisées jusqu'en 1944 s'établirait donc comme suit :

En 1940	112 millions
En 1941	182 —
En 1942	149 —
En 1943	20 —
En 1944	19 —

Ces derniers chiffres font apparaître encore plus nettement le ralentissement du mouvement dans la construction, noté ci-dessus.

Ils expliquent également la crise actuelle des logements, en dépit des rapatriements qui ont été déjà effectués.

ASSAINISSEMENT DES VILLES

(Égouts).

I. — En 1912, le réseau du service dans l'ensemble des villes marocaines comprenait :

15.000 mètres de collecteurs principaux et 84.000 mètres de collecteurs secondaires.

Sur ces chiffres, la part de la ville de Fès était la suivante :

9.000 mètres de collecteurs principaux et 50.000 mètres de canalisation secondaire.

D'ailleurs, sauf dans cette dernière ville où l'ancien réseau, quoique nécessitant de fréquents curages ou réfections, est toujours en service, partout ailleurs, il a dû généralement être remplacé par des égouts modernes.

II. — A la fin 1943, la longueur globale des égouts desservant les villes marocaines était de 850.280 mètres dont 194.500 mètres de canalisations principales.

Les sommes investies pour l'assainissement des villes s'élevaient à 107 millions, dont 49 millions provenaient de fonds d'emprunts, le reste ayant été couvert par les ressources budgétaires.

III. — Bien qu'un effort considérable ait été fait dans ce domaine depuis l'instauration du Protectorat, d'importants travaux restent encore à réaliser. Seules quelques villes ont fourni leur programme pour les années à venir. Il suffira de noter, pour donner l'ordre de grandeur du programme à réaliser, que la ville de Casablanca prévoit la construction dans un délai de dix ans de nouveaux égouts d'une longueur de 163.000 mètres. D'après les estimations actuelles et qui ne peuvent être qu'approximatives, la dépense à envisager, pour les travaux à effectuer dans ce délai à Casablanca, serait de l'ordre de 400 à 500 millions.

VILLES	SOMMES INVESTIES	COLLECTEURS	CANALISATIONS ordinaires	CANALISATIONS à réaliser
Casablanca	35.954.218	34.903	266.645	163.000
Marrakech	13.738.900	35.700	84.600	182.000
Fès	7.969.850	20.046	86.433	37.030
Meknès	5.130.496	12.760	68.600	40.100
Rabat	15.000.000	23.000	89.050	3.000
Oujda	»	9.892	37.750	»
Salé	2.739.480	4.652	13.725	»
Safi	8.413.273	8.214	22.299	2.800
Mazagan	1.183.330	8.000	20.000	800
Mogador	235.000	5.535	11.668	»
Settat	1.046.000	1.430	9.550	»
Ouezzane	1.232.095	1.966	7.393	5.700
Taza	1.179.000	3.571	12.024	9.000
Port-Lyautey	3.779.780	6.015	44.354	»
Fedala	1.720.481	11.096	15.625	»
Sefrou	708.418	683	5.188	11.680
Agadir	5.444.580	3.210	16.546	12.000
Azemmour	387.584	3.874	204	2.000

LA LUTTE CONTRE LA MISÈRE AU MAROC
EN 1945.

Le Maroc avait échappé aux destructions de la guerre et, malgré la mobilisation d'une très forte proportion de la population française et de nombreux Marocains, malgré une importante participation au ravitaillement des armées alliées en campagne ou stationnées sur son territoire, l'année 1944, qui avait vu la libération à peu près complète de la France, devait être, dans l'esprit de ses habitants, la dernière des années d'épreuve de l'Empire fortuné.

C'était compter sans les caprices de la nature auxquels était suspendue toute l'économie du pays.

L'automne 1944 n'a vu que quelques rares averses. La terre durcie par le soleil de l'été ne laissait pas pénétrer le soc de la charrue, les semailles ont été retardées jusqu'en décembre. Une pluviosité normale, bien que tardive, semblait s'être établie au début de l'hiver et, déjà, les agriculteurs français et marocains espéraient pouvoir compenser par des cultures de printemps le retard subi au commencement de la saison agricole.

Hélas ! pendant neuf mois, du milieu de janvier à fin septembre, pas une goutte d'eau n'est tombée sur la terre marocaine. L'herbe rare des pâturages d'hiver se dessécha. Dès le mois de mars, la récolte des céréales d'hiver paraissait compromise. Encore, les emblavures faites en temps utile étaient-elles rares.

Depuis plusieurs décades, la mémoire des Marocains n'avait enregistré une situation aussi catastrophique.

Le Maroc consomme annuellement 22 millions $\frac{1}{2}$ de quintaux de céréales tant pour l'alimentation humaine que pour la nourriture des animaux et pour les semences.

Les prévisions du début de 1945 estimaient la récolte probable à 3 millions $\frac{1}{2}$ de quintaux.

Le bétail, pour lequel aucun fourrage n'avait pu être réservé, ne trouvant pas d'herbe dans ses pâturages ni d'eau dans ses abreuvoirs, subit une mortalité qui atteignit dans les steppes du Maroc oriental de plus de 50 % du troupeau.

Le Maroc risquait de connaître en 1945 une famine comparable à celles qui décimaient le pays alors qu'il était encore replié sur lui-même.